Y a-t-il encore, en France, une droite et une gauche ?

Il serait temps, si l'on veut comprendre quelque chose au XX^{e} siècle, de renoncer à la terminologie politique du XIX^{e} et de substituer de nouveaux critères à ceux de la topographie parlementaire française, imitée dans un certain nombre de pays.

Remarquons d'abord que rien n'enracine, symboliquement ou mythiquement, les notions «droite» et «gauche», au sens banal et usé de ces mots, dans une tradition de quelque valeur ou de quelque durée. Le fait que, chez la plupart des peuples, le côté gauche soit celui du malheur, le côté droit celui de la force et de la légitimité – les constatations des anatomistes et des physiologistes sur l'asymétrie des organes et des fonctions humaines – la vérification expérimentale, qui démontre qu'un homme s'efforçant de marcher, de nager ou de ramer, en ligne droite, décrit, dans la nuit ou dans un espace sans points de repère, un cercle d'un rayon donné, toujours sur la gauche – l'usage constant de la main droite pour saisir et du pied droit pour sauter, et la réprobation attachée au non-conformisme des gauchers – tout cela rend parfaitement compte philologiquement de l'histoire des mots droiture, dextérité, gaucherie, sinistre, etc., – mais ne nous éclaire guère sur l'origine d'une coutume politique qui semble née du hasard.

Au Parlement britannique, depuis toujours, la majorité gouvernementale et l'opposition siègent, comme l'on sait, face à face. À la Convention, en 1793, la distinction topographique des partis s'établit entre les gradins les plus élevés qu'occupaient les Montagnards et les gradins du bas, où était relégué le Marais. Il est possible qu'en adoptant cette disposition, les divers partis de la première République aient

obéi à un instinct les rapprochant ou les éloignant des tribunes où le peuple souverain était, en général, représenté par l'élément «démocratique» ou, si l'on veut, «démagogique», de la population parisienne, toujours prête à encourager les siens du geste et de la voix.

Comment s'est institué la coutume voulant que dans l'hémicycle parlementaire, le «parti du mouvement» soit à gauche, et le «parti de la résistance» à droite (non pas de l'Assemblée elle-même, mais du Président qui lui fait face et qui symbolise le pouvoir) cela je crois n'a point été élucidé. Peut-être la Restauration monarchiste, en plaçant ses partisans les plus zélés d'un côté plutôt que de l'autre, crut-elle leur confier une place d'honneur (celle des élus dans le mythe chrétien du jugement dernier) ? Peut-être faut-il voir au contraire dans le déploiement de l'avant-garde sur la gauche l'application d'un usage militaire qui date, semble-t-il des Romains ? Toujours est-il que, depuis lors, et pour une durée d'un siècle, tous les nouveaux partis qui firent leur entrée dans l'arène parlementaire française, le firent par la porte de gauche, refoulant ainsi, vers des positions de droite les partis de plus ancienne formation ; ceux-ci sans changer d'étiquette, se passaient de l'un à l'autre leur clientèle, dans l'ordre ainsi fixé par leur ancienneté – non sans lutte, bien entendu, mais avec des résultats connus d'avance.

C'est ainsi que l'on est arrivé, dans la première moitié du XX^{e} siècle, en France, à une structure paradoxale dans laquelle personne n'assumait plus, à la Chambre ou au Sénat, les noms de réactionnaires, ni même de conservateurs ou de modérés, mais où les noms de «progressistes», de «républicains de gauche», voire de «radicaux» ou «radicaux-socialistes» désignaient des partis déjà usés par le pouvoir, ayant réalisé leur programme (dans la mesure où ils avaient encore un programme), et siégeant, topographiquement parlant, à droite et au centre.

«Parti du mouvement», «parti de la résistance» (accélérateur et frein), ces termes et ces fonctions antinomiques n'ont un sens précis qu'en fonction d'une certaine direction donnée, d'une idée commune de l'évolution, de l'avenir humain, des réformes inévitables dont on désire accélérer la venue nécessaire, ou freiner les effets destructeurs. Pour qu'il y ait gauche et droite, au sens de parti de l'avant-garde et parti de prudence, ou parti des chauffeurs de chaudières et parti des serre-freins, encore faut-il qu'il y ait, à la base, unanimité quant au sens de l'histoire, quant à l'orientation inflexible des rails sur lesquelles le train social ne peut qu'avancer, ralentir, stopper, reculer, manœuvrer et repartir, mais dont il ne peut s'arracher que par une catastrophe.

Or, le point de départ du XIX^{e} siècle, c'était, qu'on le veuille ou non, l'acceptation d'un précédent et d'un état de fait – l'héritage jacobin de la Révolution française (et, par delà le jacobinisme, de la monarchie bourgeoise et gallicane). Le programme et l'axe dicté par le «devenir historique» restait patriotique au sens antiféodal du mot : unité et souveraineté nationales ; centralisation politique ; suprématie de l'État sur l'Église ; armement et éducation générale des citoyens, égalité croissante des conditions sociales. Personne de 1814 à 1914 (sauf, au début, une poignée d'Ultras) ne niait la nécessité de refaire ce chemin, déjà parcouru superficiellement et hâtivement, au milieu de la Terreur, par notre première République ; pour tous, enthousiastes ou réticents, c'était bien là le destin historique du siècle, sa tâche constructive définitivement réalisable (au prix de violences transitoires ou d'aménagements nécessaires). Et il en était ainsi, non seulement en France, mais partout dans le monde. Entre les réticences de droite et les hâtes de gauche, il y avait en politique un dénominateur commun à tous les partis ; la Restauration elle-même ne devait que donner des bases plus solides à l'accomplissement du grand œuvre proposé par la Révolution.

De 1814 à 1914, si nous suivons l'ordre des questions autour desquelles le parlement français et le pays légal se partageaient en deux moitiés droite et gauche, nous voyons qu'il fut d'abord question de l'indemnité aux «sinistrés» de l'expropriation révolutionnaire, considérée comme un fait acquis (biens nationaux, milliard des émigrés). Puis éclata la rivalité économique et politique entre la France rurale et la France citadine – la première attachée à la tradition agraire et la seconde s'orientant vers la «révolution industrielle». Vers 1848 se posa la question de savoir si «ceux qui n'ont rien» voteraient (par mandataires) le budget et l'impôt – avec, comme conséquence prévisible, l'accroissement illimité des dépenses, de la puissance, des dettes et du personnel de l'État. Enfin, la réalisation de l'unité idéologique de la nation étendue jusqu'aux masses populaires par l'enseignement laïque, gratuit et obligatoire, fut l'œuvre de la III^{e} République et compléta la structure d'un État néo-jacobin, caractérisé par l'intégration du peuple armé dans l'État.

Lorsque éclata la guerre de 1914, la France était prête à renouveler, à l'échelle de la totalité nationale, l'exemple des levées en masse révolutionnaire et napoléonienne de 1792-1814. À travers la Mobilisation générale, la Grande Guerre, l'Union sacrée, à travers la conversion du gouvernement parlementaire en comité de Salut public disposant de tout et de tous, à travers la transformation de dix millions de Français en soldats-citoyens – nourris, vêtus, logés, soignés, commandés, sacrifiés, tués ou récupérés, par l'État – se renouvela l'épopée de la Lutte contre l'Europe, et de l'Enthousiasme patriotique appuyée sur la Terreur. Et cette grande base mythique de la vie nationale depuis un siècle, cette Bible de la théologie politique des Français se trouva intégralement mise en application et revécue pendant quatre années, dans les termes mêmes qu'avaient promulgués un Cambon ou un Carnot : «Les hommes jeunes combattront ; les hommes mûrs forgeront des armes ; les femmes et les filles feront de la charpie pour les blessés ; les vieillards se feront

transporter sur les places publiques pour élever le moral des citoyens par des discours patriotiques.» Parvenu à ce sommet de souveraineté et d'unité nationales, de centralisation politique, de suprématie du lien civique sur tout lien confessionnel, d'égalité des citoyens devant les armes et devant la mort, il semblait impossible d'aller plus loin. Le trajet consciemment prévu – le voyage pour lequel avait été lancée sur les rails du XIX[e] siècle la locomotive de l'histoire – était accompli. Tout ce que la réalisation d'un programme social peut apporter aux hommes de satisfactions et de déceptions, – habitudes désormais contractées qui émoussent et stabilisent les nouveautés, fatigues, regrets et nostalgies dans la victoire même – brisait maintenant l'élan d'un peuple qui avait vécu pendant quatre ans la prise en charge, morale, intellectuelle et physique, de l'individu par la collectivité.

Sans même s'en douter, la France (et avec elle l'Europe entière) avait bouclé la boucle du retour historique. Croyant aller en ligne «droite», et tournant sans s'en douter sur la gauche, comme le nageur ou le rameur isolé en pleine mer, elle était revenue à la situation traumatique de 1793, et à cette première esquisse du totalitarisme moderne que fut la dictature de Robespierre.

Et depuis lors, il n'y a plus en France de rails posés par l'idéologie nationale devant la locomotive de l'histoire ; il n'y a plus de parti du mouvement et de parti de la résistance ; il n'y a plus de gauche ni de droite ; il n'y a que des survivances théoriques et des luttes rétrospectives. Le jacobinisme traditionnel s'est incarné dans un nouveau parti, le Parti communiste, qui essaye de sauver à son profit l'idée de nécessité historique, de parti du mouvement, et d'exploiter cette confusion de valeurs entre les «deux révolutions françaises» (la Libérale et la Totalitaire) que Guillelmo Ferrero avait dénoncée avant de mourir.

Mais, dans ce parti, le plus nombreux et le plus puissant de

France, y a-t-il beaucoup de gens qui voudraient vraiment vivre en Russie ?

Les deux pôles de tension entre lesquels se place depuis trente ans notre histoire contemporaine, ce ne sont plus la gauche et la droite parlementaires, mais l'affirmation et la négation absolues de l'État. Or, l'anarchie authentique et le totalitarisme véritable sont, par définition, en dehors de l'éventail parlementaire ; ils sont, à la gauche et à la droite politiques, ce que le Nord et le Sud sont à l'Est et l'Ouest — ou, mieux encore, ce que le haut et le bas sont à un plan horizontal : quelque chose d'irréductiblement extérieur.

Les questions à l'ordre du jour, en France, celles qui divisent à peu près également le pays, sont celles du monopole et de la liberté de l'enseignement ; de l'inflation ou de la déflation budgétaires et monétaires, des rapports entre secteurs nationalisés et secteurs privés, et en définitive du socialisme (d'État) ou du libéralisme (gouvernemental). Ce n'est que par le plus anachronique des abus de langage que l'on peut continuer à insérer de tels contrastes dans le dilemme traditionnel du «mouvement» ou de la «résistance», c'est-à-dire de la gauche et de la droite.

L'activité humaine — une fois émancipée du mythe que lui impose le retour à un archétype — est un choix entre une infinité de possibles, comme l'itinéraire du submersible, de la voiture tous terrains et de l'hélicoptère. Il n'y a de locomotive historique, de rails et de parcours nécessaire, qu'autant qu'on accepte d'y croire. «L'homme est libre, dès lors qu'il veut l'être», a dit Voltaire.

Le parti de l'effort responsable est aussi celui de la liberté.

[/Jean Cello]